

14498



ECA/SRDC-CA/ICE/XVIII/00/MEET

UNITED NATIONS

NATIONS UNIES

ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL  
POUR L'AFRIQUE CENTRALE**

Avril, 2000

**RAPPORT**  
***Dix-huitième Session du Comité***  
***Intergouvernemental d'Experts***  
**NDJAMENA, 10-12 Avril 2000**





**DIX-HUITIEME SESSION DU COMITE  
INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS**

**N'DJAMENA (TCHAD)**

**10-12 AVRIL 2000**

## **I. INTRODUCTION**

1. La dix-huitième réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale (CDSR-AC) s'est tenue du 10 au 12 avril 2000 à N'Djaména République du Tchad dans la salle de Conférences de l'Hôtel Novotel la Tchadienne.
  
2. Ont participé à cette session, les représentants du Cameroun, du Congo, de la République Centrafricaine et du Tchad. Les organisations internationales suivantes : la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC), l'Institut Sous-Régional Multisectoriel de Technologie Appliquée de Planification et d'Evaluation de Projets (ISTA), la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), le Réseau des Femmes de l'Afrique Centrale (RESEFAC), et le Centre de Mise en Valeur des Ressources Minérales de l'Afrique Centrale (CAMRDC), ont aussi participé à cette réunion. Le collectif des ONG du Tchad (le CILONG) était également représenté.

## **II. CEREMONIE D'OUVERTURE (point 1 de l'ordre du jour)**

3. La cérémonie d'ouverture de la réunion a été présidée par Monsieur Ahmat Mahamat Bâchir, Directeur Général Adjoint de la Planification au

7. Pour relever ces défis, les pays de l'Afrique Centrale devraient créer un environnement propice au renforcement de leurs économies nationales et au développement ou renforcement de leur secteur privé. Ils devraient également renforcer les infrastructures physiques afin, entre autres, d'attirer les investissements étrangers. Enfin, un système bancaire et financier moderne, à réelle vocation de développement, devrait être établi.

8. Monsieur Addo Iro a ensuite indiqué qu'il y avait un lien étroit entre la réussite du développement et la bonne gouvernance, la démocratie et l'Etat de droit. Citant l'exemple des pays de l'Asie du Sud Est, il a appelé les pays d'Afrique Centrale à adopter les pratiques de bonne gouvernance et surtout à canaliser leurs ressources en direction des secteurs productifs.

9. Revenant sur le développement du secteur privé local, le Directeur a.i. du CDSR-AC a souligné qu'il était nécessaire pour les pays d'Afrique Centrale de développer les capacités entrepreneuriales des opérateurs du secteur privé local.

10. Parlant ensuite de la coopération sous-régionale et de l'intégration régionale en Afrique Centrale, il a souligné que cette sous-région devrait persévérer dans ses efforts visant à renforcer ce processus, si elle veut profiter des effets de la mondialisation et éviter d'être marginalisée.

11. Enfin, il a invité les pays à utiliser les services du CDSR-AC et a souhaité plein succès aux travaux du CIE.

12. Prenant à son tour la parole, le Représentant du Ministre de la Promotion économique et du développement du Tchad M. Bâchir a souhaité la bienvenue aux participants.

13. Il a ensuite indiqué que l'économie tchadienne fait face à de nombreuses contraintes qui handicapent son développement, notamment son enclavement et la faiblesse de ses infrastructures et de ressources humaines qualifiées.

14. Il a souligné que les facteurs qui avaient motivé l'adhésion du Tchad au processus de la coopération sous-régionale étaient toujours valides, et de ce fait, continuaient à le conforter dans ce choix.

15. Monsieur Bâchir a également indiqué que le Gouvernement du Tchad s'est engagé depuis 1995 dans un vaste programme de réformes, dont les effets à long terme devraient être bénéfiques pour la croissance économique du pays.

16. Ce programme vise l'assainissement du cadre macro-économique, le redressement des finances publiques et le désengagement de l'Etat du secteur productif.

17. Parlant ensuite du rôle de la société civile dans le développement économique du Tchad, Monsieur Bâchir a indiqué que le Gouvernement tchadien avait fait de la promotion du secteur privé national une préoccupation majeure. Un texte y relatif a été approuvé en juin 1999.

18. Enfin, le Représentant du Ministre a souhaité que les travaux du CIE aboutissent à des résultats concrets que le Tchad pourrait utiliser pour affiner son programme et ses stratégies de développement. Il a ensuite déclaré ouverte la dix-huitième session du Comité Intergouvernemental d'Experts.

### **III. ELECTION DU BUREAU (point 2 de l'ordre du jour)**

19. La dix-huitième réunion du Comité d'Experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale (CDSR-AC) a élu le Bureau suivant :

Président : Tchad

Vice Président : République Centrafricaine

Rapporteur : Cameroun

### **IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 3 de l'ordre du jour)**

20. Le Comité a adopté l'ordre du jour tel que proposé sans amendement.

## **V. COMPTE RENDU DES TRAVAUX**

### **5.1. Examen du rapport de la dix-septième réunion du CIE (point 4 de l'ordre du jour)**

21. Un représentant du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale a présenté le document : ECA/SRDC-CA/ICE/XVI/99/Meet intitulé : Rapport des seizième et dix-septième réunions du CIE.

22. Dans sa présentation, il a rappelé les préoccupations du CIE pendant lesdites réunions, notamment la coopération sous-régionale en Afrique Centrale, le renforcement des capacités d'analyse des pays et l'examen des conditions sociales et économiques de l'Afrique Centrale pendant l'année 1998.

23. Parlant de l'intégration régionale, il a rappelé les activités entreprises par le CDSR-AC dans le cadre du mandat que lui avait confié en février 1998 à Libreville, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC).

24. Ces activités ont abouti notamment à l'établissement d'un programme de relance de la CEEAC. Dans le cadre de la confection dudit programme, le CDSR-AC s'est inspiré d'un document-cadre qu'il avait établi à ce propos, intitulé « Repenser l'intégration régionale en Afrique Centrale : Faire de



l'intégration un moteur de développement aux niveaux national et régional ». Ces deux documents ont été adoptés par la Commission Consultative et le Conseil des Ministres de la CEEAC lors de leurs sessions tenues à Malabo, en juin 1999.

25. Pour ce qui est du renforcement des capacités d'analyse des pays de la sous-région, le représentant du CDSR-AC, a indiqué qu'en juin 1999, à Malabo, le CIE a bénéficié d'une démonstration de la part du CDSR-AC, de la banque de données informatisée mise en place au sein du Centre, et d'un modèle d'équilibre général baptisé « Cameruni ».

26. Dans les discussions qui ont suivi la présentation, le Comité qui a souligné l'importance des modèles dans le processus de la prise de décisions, a demandé à ce que les applications du modèle standard d'équilibre général calculable soient étendues à tous les autres pays. Les organisations intergouvernementales de la sous-région ont également manifesté leur intérêt pour l'utilisation de ces modèles.

## **5.2. Rapport d'activités du CDSR-AC (point 5 de l'ordre du jour)**

### **5.2.1. Activités réalisées par le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale (CDSR-AC) pendant l'année 1999 (point 5.1 de l'ordre du jour)**

27. Un représentant du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale (CDSR-AC) a rappelé les objectifs du Centre pour l'année 1999. Il a par ailleurs souligné que dans le cadre de la réalisation de ces objectifs qui étaient conformes au programme-budget du Centre approuvé par l'Assemblée Générale des Nations Unies, trois équipes ont été mises en place. Leurs activités ont abouti à l'établissement d'un rapport sur les conditions socio-économiques de l'Afrique Centrale en 1998 avec pour thème, la mondialisation et ses effets sur les économies de l'Afrique Centrale ; l'organisation et le service des seizième et dix-septième réunions du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) qui ont eu lieu à Malabo, en juin 1999 ; l'élaboration d'un programme de relance de la CEEAC tirant l'essentiel de son contenu d'un cadre stratégique pour le renforcement de la coopération sous-régionale et de l'intégration régionale intitulé : « Faire de l'intégration régionale un moteur de développement en Afrique Centrale ; la publication des notes, bulletins de développement et d'articles sur des thèmes d'intérêt pour la sous-région, l'organisation des séminaires/ateliers sur des thèmes d'actualité ; le développement d'une base des données sous-régionale informatisée et la poursuite de la connectivité entre Agences des Nations Unies et ; enfin, la participation à la première réunion du Comité Inter-Etats de la CEEAC tenue à Bata en Guinée Equatoriale, en mars 1999.

28. La liste des documents relatifs à ces produits est jointe en annexe de ce rapport.

29. Le représentant du CDSR-AC a terminé sa présentation en soulignant les contraintes et difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de son programme, difficultés parfois aggravées par l'enclavement des pays, et a souhaité à ce propos qu'un point focal chargé du suivi des réunions du CIE soit nommé au niveau de chaque pays.

30. Dans les discussions qui ont suivi la présentation, plusieurs Etats membres et institutions ont souligné la nécessité d'une synergie entre eux et le Centre. Dans ce cadre, certains ont souhaité avoir des réunions de concertation avec le CDSR-AC pour explorer les domaines possibles de coopération.

31. Enfin, certains participants ont déploré le survol des thèmes dicté par un ordre du jour chargé. Ils ont souhaité qu'à l'avenir l'ordre du jour soit allégé afin de permettre une analyse plus approfondie des thèmes y inscrits.

#### **5.2.2. Présentation du rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique Centrale (point 5.2. de l'ordre du jour)**

32. Deux représentants du Centre ont présenté le Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique Centrale, 1999 référencé ECA/SRDC-CA/99.Rev.1. Le premier a passé en revue l'évolution des indicateurs macro-économiques en 1999. Le second a présenté la partie thématique portant sur

"La mondialisation et ses effets sur les économies de l'Afrique Centrale" dans sa deuxième partie.

33. Le premier orateur a indiqué que le taux de croissance en Afrique Centrale en 1999 a été relativement faible par rapport à celui de 1998. Ce ralentissement a été plus marqué au niveau des pays de la zone CEMAC dont le taux de croissance global, sur la base des récentes estimations de la BEAC serait de 1,8% contre un taux prévisionnel d'environ 4,3% annoncé à la fin de l'année. Malgré tout, la tendance a été globalement satisfaisante au cours de la décennie 1990, car le taux annuel moyen de croissance du Produit Intérieur Brut sur la période 1994-1998 a été supérieur à celui de la croissance de la population. Ceci a permis à certains pays non seulement de repartir sur de nouvelles bases, mais aussi d'améliorer leurs perspectives de développement.

34. Toutefois, le ralentissement du niveau général de l'activité en 1999, dans un certain nombre de pays de la zone, tout comme la faiblesse des indicateurs de développement humain, demeurent des sources de préoccupation. Ces résultats suscitent des interrogations sur la constance des performances dans le temps et la pertinence des politiques économiques mises en œuvre au cours de cette décennie par rapport aux objectifs de développement durable et auto-entretenu.

35. De l'analyse du comportement de quelques indicateurs comme le niveau de la consommation publique, le niveau de l'épargne nationale, la nature, le

niveau et la destination des investissements, l'état des infrastructures de base, la fragilité du secteur privé, il est apparu que le principe du partenariat secteur public - secteur privé mérite une certaine clarification, car dans ce contexte de précarité des performances, le secteur public devra continuer à insuffler une dynamique de développement, notamment dans les secteurs sociaux et dans les zones rurales.

36. Ces observations ont permis d'orienter la réflexion vers la question essentielle du renforcement des capacités d'action du secteur public. Parmi les handicaps relevés, les pressions exercées par la dette publique extérieure sur les ressources intérieures constituent une contrainte extrêmement lourde pour la prise en charge par le secteur public des investissements dans des secteurs de moindre intérêt pour le secteur privé, mais nécessaires pour les programmes de développement durable. Ces contraintes sont accentuées dans les pays en situation de post-conflit ou même dans les pays où la fragilité des performances ne permet pas le relèvement durable des ressources publiques intérieures, d'où la nécessité de la négociation de dispositifs spécifiques de desserrement de ces contraintes.

37. Toujours dans sa présentation, le présentateur a souligné la dégradation des indicateurs du développement humain durable en Afrique Centrale. Huit domaines d'importance récemment identifiés par la CEA et sur lesquels les Etats peuvent s'appuyer pour renverser les tendances défavorables ont ainsi

été rappelés. Leur réalisation créerait des conditions d'un développement durable.

38. Le représentant du CDSR-AC a invité le Comité à accorder une attention particulière à ces domaines car leur prise en compte dans les stratégies de développement nationales et sous-régionale consoliderait les bases pour la réalisation des taux de croissance à deux chiffres nécessaires à la réduction de la pauvreté de 50% à l'an 2015.

39. Le second représentant du CDSR-AC a d'abord présenté le concept de la mondialisation avant de recenser les cinq principes de base du Nouvel Ordre Economique International et qui sont :

- La création d'ensembles régionaux de libre-échange ;
- La création des conditions de libre concurrence dans le respect des normes du marché ;
- La libéralisation et dérégulation des secteurs économiques autrefois administrés par l'état ;
- La nouvelle exigence de qualification professionnelle des hommes avec flexibilité de l'emploi ;
- Le désengagement de l'Etat de son rôle d'opérateur économique .

40. Les transformations de l'économie mondiale étant guidées par ces principes, les économies des pays d'Afrique Centrale en ressentent les effets de manière différente. Les effets négatifs les plus visibles pour les économies non suffisamment préparées à ces nouvelles tendances, sont les pertes des recettes dues au démantèlement total et immédiat des dispositifs fiscaux et douaniers en vigueur et auxquels sont soumis les échanges avec l'extérieur. En outre, l'ouverture des marchés africains exigée par les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce risque d'entraîner la faillite de nombreuses entreprises africaines qui ne pourront pas supporter la concurrence des groupes transnationaux qui, en raison de l'ampleur des économies d'échelle qu'ils réalisent, exercent de fortes pressions à la baisse sur les prix des biens et services, et dictent leurs lois sur les marchés avec des conséquences sociales désastreuses.

41. Bien que les travaux de recherche actuels sur le comportement de l'économie mondiale n'apportent pas encore d'éclairages convaincants sur les mécanismes de conciliation des préoccupations économiques et sociales du marché avec les objectifs de développement, il est observé que les nouvelles exigences de l'emploi vont porter sur les qualifications des travailleurs avec des exigences de plus en plus grandes sur le niveau minimum de formation requis pour accéder à l'emploi. En d'autres termes, la mondialisation va exercer une pression considérable sur les droits et conditions de vie des travailleurs.

42. En plus de ces problèmes, une autre menace qui guette les économies africaines est la vague des programmes de privatisation et de libéralisation qui affaiblissent le rôle de supervision de l'Etat alors que son action régulatrice est parfois nécessaire pour la promotion d'une concurrence interne et internationale saine avec des effets de niveau acceptable sur le bien-être social dans les différents pays en phase de transition.

43. Enfin, une libéralisation et une déréglementation forcées pour attirer les investisseurs étrangers peuvent être très dangereuses pour l'avenir des économies de la CEMAC, car elles risquent seulement de favoriser les activités spéculatives sans pour autant entraîner un afflux significatif de capitaux liés à de vrais investissements productifs.

44. L'orateur a poursuivi en soulignant qu'afin d'atténuer l'impact de ces effets négatifs de la mondialisation sur les économies de la sous-région, un certain nombre d'options sont préconisées par le Rapport.

45. La mondialisation étant un phénomène incontournable, les pays de l'Afrique Centrale doivent faire face à certaines exigences en matière de développement afin d'aborder leur insertion dans les échanges mondiaux et maximiser le profit attendu de ce phénomène.

46. L'augmentation des capacités d'offre passe par des économies rationnelles dont l'une des exigences serait la mise en place d'un cadre macro-



économique stable, ce qui implique l'existence d'une infrastructure de base et la fourniture de services sans lesquels il ne peut y avoir d'activité économique prospère. Elle passe également par la mise en place de conditions propices au développement du secteur privé local, notamment en mettant en place des régimes juridiques appropriés, mais aussi et surtout en assurant la transparence dans les transactions et en adoptant une attitude responsable dans la gestion des affaires publiques. Quant à la capacité de conquête des marchés extérieurs, elle ne peut se concevoir, compte tenu des réductions tarifaires voire de l'abolition des barrières tarifaires inhérentes à la mondialisation des échanges, sans la réforme des politiques commerciales.

47. Enfin, le présentateur a indiqué que la libération des échanges va également de pair avec une réforme des systèmes financiers et bancaires. Toutes ces réformes doivent être réalisées en tenant compte des dispositifs communautaires y relatifs et surtout l'application des accords de coopération signés entre les Etats de la sous-région.

48. Des débats engagés par les participants sur ce Rapport, ressortent les points suivants:

- une appréciation des éléments d'information contenus dans le rapport;

- la pertinence du thème qui est en accord avec l'actualité de la nouvelle architecture de l'économie mondiale et des nouveaux types de relations économiques et commerciales qui se développent;
- la nécessité de développer sous forme monographique, les situations par pays, de manière à donner une vue plus exhaustive des tendances socio-économiques.

49. Des préoccupations portant sur le rôle que la CEA pourrait jouer aux côtés des Etats ont aussi été exprimées. Notamment, Il s'agit de la formulation et de la mise en œuvre des stratégies de lutte contre la pauvreté et de la prise en compte effective de la place des femmes dans les programmes de développement.

50. Tout en manifestant le souhait de dégager un consensus sur le choix des thèmes à développer dans les prochaines éditions du rapport, les experts ont insisté sur les mécanismes de mise en œuvre des programmes de réduction de la pauvreté. A cet effet, la question de la formation et de l'accès à l'information et aux connaissances et techniques a été évoquée. Les experts ont souligné l'importance du renforcement des capacités locales en matière d'analyse et d'aide à la prise de décision, par une plus grande appropriation des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

51. Il a été recommandé que le CDSR-AC appuie les efforts des Etats, en accroissant ses interventions sous forme d'assistance technique directe aux

experts nationaux. Il a été aussi recommandé une plus grande diffusion des études et instruments en cours de développement au niveau du CDSR-AC qui n'ont jusque là profité qu'à un nombre limité de pays de la sous-région.

52. Le CDSR-AC a rassuré les experts sur sa détermination à vulgariser ces instruments et a exprimé le souhait que les pays fassent preuve de plus de coopération au niveau de la mise à disposition des éléments minima requis pour l'implantation des instruments quantitatifs.

53. Au niveau de l'appui en matière des applications des nouvelles technologies de l'information et du développement des infrastructures de communication, le CDSR-AC a rappelé les initiatives développées au cours de ces dernières années par la CEA, en vue de la création de la Société Africaine de l'Information et a invité les pays de la sous-région à manifester leurs besoins d'assistance technique à la CEA (Division de l'Information) qui exécute un vaste volet de ces programmes en collaboration avec les autres agences du Système des Nations Unies, ou même avec des donateurs bilatéraux et multilatéraux.

### **5.2.3. Programme de travail pour l'an 2000 (point 5.3. de l'ordre du jour)**

54. En présentant le document ECA/SRDC-CA/ICE/XVIII/00/RD/02 portant sur le programme de travail pour le biennium 2000-2001 du Centre, le représentant de la CEA a rappelé que les objectifs du programme sont en priorité la

promotion de la coopération sous-régionale et de l'intégration régionale. Il a par ailleurs insisté sur l'appui technique qu'apporte le Centre aux Communautés économiques sous-régionales ainsi qu'aux mécanismes de la sous-région chargés de renforcer la coopération et l'intégration régionales en Afrique Centrale sur l'interface qu'il facilite entre les divers acteurs du secteur public et privé et les partenaires au développement.

55. La réalisation des objectifs fixés pour le biennium 2000-2001 sous revue passera par : (i) la fourniture de services techniques aux organisations intergouvernementales et aux experts des pays de la sous-région sous forme d'organisation de réunions du Comité Intergouvernemental d'Experts ; (ii) la mise en œuvre d'activités parlementaires consistant en la publication de rapports divers ; et (iii) les autres services tels que les services-conseils sur requête et l'organisation de réunions ad hoc des groupes d'experts et d'une conférence sous-régionale des Ministres en charge des affaires de la femme.

56. Au titre des activités substantielles, il a été fait mention des publications périodiques dont le rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique Centrale et les bulletins sur le développement en Afrique Centrale et celles non périodiques (volumes d'articles sélectionnés) sur l'intégration régionale. Ces activités substantielles couvrent également l'organisation d'événements spéciaux sectoriels dont deux fora sur le secteur du textile et l'industrie du pétrole en Afrique Centrale respectivement. Le développement et la gestion d'un Site Web sous-régional, les présentations-débats spéciales sur

les questions stratégiques et d'actualité et le développement de supports électroniques, audio et vidéo sur les politiques de développement s'inscrivent aussi dans le cadre de ces activités substantielles du Centre.

57. Le Centre sera amené, au titre de la coopération internationale, de l'harmonisation et de la liaison inter-agences, à renforcer sa coopération avec les Etats membres, la CEEAC, la CEMAC, la CEPGL, les autres organisations internationales, le secteur privé et la société civile. Sa coopération technique couvrira la fourniture de services-conseils conformément à ses accords de partenariat et la formation de groupes (séminaires, ateliers et symposiums).

58. Réagissant aux questions posées par les participants quant à la nécessité d'éviter des double-emplois avec les Communautés Economiques Régionales de la sous-région et les autres agences du Système des Nations Unies, le représentant du Centre a indiqué que régulièrement, des consultations entre les partenaires traditionnels et potentiels sont faites. Le Secrétariat a, en outre, pris note de la nécessité de la diffusion auprès des Etats membres, de chronogrammes d'activités pour tenir informés les Experts des pays.

59. Par ailleurs, il a été précisé que le budget-programme pour le biennum 2000-2001 étant déjà adopté, des aménagements peuvent être apportés pour tenir compte des préoccupations et priorités des Etats membres.

60. S'agissant de la possibilité pour certaines organisations en dehors du Système de Coordination des Nations Unies, de faire héberger leur Site WEB dans les serveurs du Centre, il a été porté à la connaissance de la réunion que de tels arrangements étaient possibles à condition que ces organisations s'assurent des services d'un fournisseur local pour ce qui est de leur connectivité.

61. Quant aux critères de participation aux réunions spéciales, séminaires et symposiums du Centre, il a été précisé que les invitations sont généralement adressées aux Etats membres et aux organisations régionales ou spécialisées.

62. Etant donné que le rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique Centrale traite chaque année d'un thème d'intérêt pour la sous-région, le CIE a été informé que le thème retenu pour l'année 2000 est l'intégration économique et le financement du commerce intra-régional en Afrique Centrale. Pour ce qui est de l'exercice 2001, le Comité a proposé que l'un des deux thèmes suivants soit retenu : la réduction de la pauvreté ou la transformation des produits agricoles.

### **5.3. Présentation des rapports sectoriels (point 6 de l'ordre du jour)**

### 5.3.1. Rôle des ONG dans le renforcement du processus de l'intégration régionale en Afrique Centrale (point 6.1. de l'ordre du jour)

63. Un représentant du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale (CDSR-AC) a présenté le document n° ECA/SRDC-CA/ICE/XVIII/00/PD/03, intitulé : Rôle des ONG dans le renforcement du processus de l'intégration régionale en Afrique Centrale. Dans son introduction, le présentateur a indiqué que déjà au début des indépendances des pays africains, des organisations non-gouvernementales étaient établies sur le continent. La plupart d'elles étaient d'obédience confessionnelle et s'occupaient principalement des opérations humanitaires et de secours. Au cours des années 1970 et 1980, le continent a connu une prolifération d'ONG, due principalement à la crise économique. En effet, celle-ci a obligé la plupart des pays africains à licencier un grand nombre d'employés dont certains ont été à l'initiative de la création des ONG. Cette prolifération est aussi due au mouvement de démocratisation qu'a connu le continent ces derniers temps.

64. L'orateur a ensuite souligné que les pays de la sous-région Afrique Centrale, dans un souci de regroupement pour faire face aux problèmes de leur développement économique, ont formé la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) et l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (CEMAC) qui beaucoup plus tard est devenue la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).. Ces dernières ont

rencontré au cours de leur existence, d'énormes problèmes, notamment financiers qui ne leur ont pas permis de remplir (correctement) les objectifs qui leur étaient assignés. Pour preuve, les échanges commerciaux intra-pays de la sous-région, la libre circulation des personnes, des biens et services ainsi que le développement de l'infrastructure physique à l'intérieur de la sous-région sont faibles.

65. Devant cette impasse, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris l'engagement de redynamiser l'intégration et de relancer la CEEAC. Pour ce faire, ils ont demandé l'assistance de la CEA à travers son Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale. La mise en œuvre de ce mandat a conduit à une nouvelle vision de l'intégration régionale et à la formulation de nouvelles stratégies pour la traduction en actes de cette vision. Ces stratégies ont été bâties autour de quatre domaines notamment le développement de l'intégration humaine, le développement des capacités d'analyse, d'action, d'intervention et de communication, le développement de l'intégration physique, économique et monétaires et le développement des capacités de maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité. La mise en œuvre de ces stratégies appelle, entre autres, à des actions concertées avec le secteur privé et surtout avec les organisations de la société civile plus particulièrement les ONG.

66. Le présentateur a ensuite noté qu'il y a trois catégories d'ONG : les ONG de base, les ONG de service et les ONG d'appui.



67. Il a par ailleurs indiqué que les ONG contribuent à l'effort de développement, de la coopération et de l'intégration régionales grâce à leurs interventions dans les domaines des infrastructures, de l'innovation, de la communication et du développement des capacités, etc.

68. Pour terminer, le représentant du CDSR-AC a souligné les stratégies que préconise le Centre afin que les ONG participent effectivement au processus d'intégration en Afrique Centrale. Ces stratégies sont la création ou le renforcement de collectifs d'ONG au niveau de chaque pays ; l'établissement d'alliances stratégiques entre les ONG des pays de la sous-région ; et la mise en place d'un plan d'action participatif.

69. Au cours des débats qui ont suivi la présentation, les participants ont souligné la nécessité d'une définition des ONG uniforme au niveau de la sous-région. Par ailleurs, ils ont exprimé leur inquiétude quant aux influences négatives que peuvent avoir certaines ONG sur des projets de développement en Afrique.

70. Certains participants ont également fait part de l'inquiétude des Etats de la CEMAC quant aux charges réelles que ces ONG constituent pour les budgets de ces Etats. Il a été par exemple souligné que les Etats enregistrent des pertes fiscales en accordant aux ONG des exonérations de taxes sur les biens importés.

71. Cependant, les participants ont été unanimes sur le rôle positif que devraient jouer les ONG dans le développement socio-économique et le processus d'intégration régionale. Ils ont de ce fait suggéré qu'une étude approfondie soit entreprise pour déterminer l'impact réel des activités des ONG sur le développement des pays de la sous-région.

72. En ce qui concerne le plan d'action proposé par le Centre, les participants ont souhaité l'inclusion de la coopération décentralisée. Mais auparavant, un recensement des ONG fiables devra être entrepris au niveau des sept pays de la sous-région, afin que toutes les ONG soient prises en compte dans ce plan. Un cadre juridique devrait également être mis en place pour régir les activités des ONG.

### **5.3.2. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (point 6.2. de l'ordre du jour)**

- a) Rôle des technologies nouvelles de l'information et de la communication dans le renforcement du processus de l'intégration régionale en Afrique Centrale (point 6.2.1. de l'ordre du jour)

73. Ce thème a été présenté par un représentant du CDSR-AC qui a indiqué que la capacité d'une société à s'informer est de nos jours une composante

dynamique de son développement. Par ailleurs, l'intérêt de sa population à utiliser les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) est un critère d'appréciation de sa modernité. Il a aussi indiqué que l'expérience en Afrique Centrale en matière d'utilisation des technologies nouvelles est encourageante et riche d'enseignements. Dans tous les Etats de l'Afrique Centrale, l'information économique et commerciale est une donnée essentielle pour l'élaboration des stratégies de développement, la formulation des projets ou encore la diffusion des offres et demandes de produits. Cependant, en dépit des efforts déployés par les pays de la sous-région, l'utilisation des NTIC pour la promotion de l'intégration régionale est limitée. Certaines institutions sous-régionales ont un Site Web, mais l'utilisation optimale des systèmes d'informations géographiques ou des outils d'aide à la décision n'est pas courante. Pourtant, a-t-il ajouté, développées dans un contexte sous-régional en tenant compte des conditions existantes en Afrique Centrale, ces applications peuvent jouer un rôle important dans le processus de l'intégration.

74. Le représentant du CDSR-AC a ensuite décrit les opportunités offertes par les NTIC, en particulier l'Internet quant à l'intégration régionale en Afrique Centrale. Il a précisé que le défi pour les pays de l'Afrique Centrale est d'accroître l'usage des NTIC, en fonction et au bénéfice de l'intégration, parce que cette utilisation peut permettre de fluidifier le marché sous-régional et mieux permettre aux pays de la sous-région de s'intégrer dans le commerce mondial.

75. Dans une approche plus pratique, le présentateur a choisi six projets issus des quatre domaines de concentration adopté dans le cadre de la redynamisation de l'intégration régionale et de la relance de la CEEAC. Ces projets sont la prévention des conflits, le désenclavement ou le développement des infrastructures routières, la lutte contre la dégradation de l'environnement, la sécurité alimentaire et l'enseignement à distance et la recherche.

76. Pour terminer, le présentateur a signalé que l'utilisation des NTIC dans le but de favoriser une intégration économique régionale s'avère nécessaire. A cet effet, il a proposé la mise en place d'un système pilote d'information (SPI) qui s'appuiera sur le projet de développement d'une base de données macro-économiques sous-régionales lancé en 1998 par le CDSR-AC. En concluant, il a indiqué que malgré la complexité des défis à relever, l'Afrique Centrale ne doit pas se sentir marginalisée ou exclue de l'enjeu, elle doit plutôt s'adapter au nouveau contexte et faire siennes ces NTIC.

77. Les débats qui ont suivi la présentation de ce thème ont porté tout d'abord sur la difficulté pour les pays à acquérir les nouvelles technologies de l'information, en particulier l'Internet. En effet, certains participants ont souligné que la plupart des pays de la sous-région font face à une dette extérieure lourde qui ne leur permet pas d'investir dans les infrastructure et applications des NTIC.

78. Le comité a été d'avis que l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication peut aider la sous-région à résoudre les problèmes de paix, sécurité et stabilité ainsi que ceux relevant de la sécurité alimentaire. Cependant, il faudra que les dirigeants des pays de la sous-région soient sensibilisés sur les opportunités offertes par les NTIC.

79. Certains participants ont suggéré que les universités et les écoles soient dotées des NTIC afin de permettre à l'Afrique et en particulier la sous-région Afrique Centrale de profiter de cette nouvelle révolution qu'on peut comparer à la révolution industrielle des années 1930.

80. Il a été demandé au Centre de mettre à la disposition des Etats et des institutions sous-régionales, les bases de données et les banques d'instruments d'analyse existant au niveau du Centre. Le comité a aussi manifesté son souhait de profiter des conseils et de l'assistance du Centre dans la mise en œuvre des projets NTIC dans les pays de la sous-région.

81. Le comité a recommandé la tenue d'une conférence sur les NTIC au cours de laquelle des études bien articulées pourraient être présentées et discutées pour la mise en place d'un plan d'action sous-régional sur les NTIC. Il a enfin appuyé l'idée de la mise en place du système pilote d'information (SPI) proposée par le Centre.

**b) « IPAnet et Plink » : La promotion des opportunités d'affaires en Afrique Centrale dans le cadre du partenariat MIGA/CEA (point 6.2.2. de l'ordre du jour)**

82. En exécution du mémorandum de partenariat entre l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA) et la CEA, en vue du renforcement des capacités d'opérations du secteur privé en Afrique Centrale, le CDSR-AC a exposé les activités entreprises au niveau de certains pays de la sous-région.

83. Une démonstration sur les instruments de diffusion utilisés par MIGA pour la promotion des investissements et des opportunités d'affaires dans le monde, a été effectuée, en illustration du thème sur les applications des nouvelles technologies de l'information.

84. Les experts ont manifesté un vif intérêt pour ces instruments et des besoins ont été exprimés pour une large campagne au niveau des Etats, sur les activités conjointes de MIGA et de la CEA. Un accent particulier a été mis sur la mise en cohérence de ces activités avec les programmes de soutien aux initiatives du secteur privé, dans la sous-région, en faveur des projets communautaires.

85. Par ailleurs, certaines institutions appuyant les initiatives d'intégration comme la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), ou encore la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) ont jugé pertinent ce programme et envisagent favorablement leur association aux travaux menés par la CEA et MIGA.

86. Le CDSR-AC a apprécié les bonnes intentions de ces institutions d'intégration et se propose de se rapprocher formellement de ces nouveaux partenaires pour des activités conjointes au cours du biennium 2000-2001.

### **5.3.3. Rôle et place des réseaux de promotion du « genre » dans le développement national et l'intégration en Afrique Centrale (point 6.3. de l'ordre du jour)**

87. Un représentant du CDSR-AC a présenté le document ECA/SRDC-CA/ICE/XVIII/00/PD/05 intitulé : Place et rôle des réseaux de femmes dans le développement national et l'intégration en Afrique Centrale.

88. L'importance accordée aux réseaux de femmes dans le programme de travail du Centre tient essentiellement à deux faits : les succès enregistrés par les réseaux similaires dans les pays du Nord et dans d'autres parties de l'Afrique et la volonté exprimée par les femmes des Etats de l'Afrique Centrale

de se mettre en réseaux en vue de participer au processus de l'intégration régionale en Afrique Centrale.

89. Le rôle des réseaux se situe à différents niveaux, qui vont de la collecte et de la diffusion de l'information au renforcement du processus d'intégration.

90. Les réseaux formés en Afrique ont enregistré un bilan positif. Leur renforcement est à encourager, particulièrement au niveau de l'Afrique Centrale où la volonté de mettre en place des réseaux de femmes aux niveaux national et sous-régional, s'est manifestée bien avant les Conférences de Dakar et Beijing.

91. Ces réseaux de femmes pourraient jouer un rôle dans la mise en œuvre des Plates-formes d'action de Dakar et Beijing. Les efforts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale visent essentiellement la dynamisation de ces réseaux et surtout du Réseau des Femmes de l'Afrique Centrale (RESEFAC) sous-régional qui connaît quelques difficultés. Dans ce cadre, le Centre organisera une réunion de groupe d'experts qui recommandera les stratégies, les moyens pour rendre ce réseau opérationnel.

92. Parlant de la question de la femme en général, le représentant du CDSR-AC a indiqué que depuis 1974, cette question suscite beaucoup d'intérêt et de nombreux projets sont mis en œuvre par des individus, des institutions



publiques et privées, des organisations non gouvernementales et des associations.

93. Pour ce qui est de la situation de la femme en Afrique Centrale en particulier, celle-ci a été analysée sous le double angle de la scolarisation et de la santé. Au niveau de la scolarisation, les différents indicateurs montrent une situation défavorable des filles par rapport aux garçons. Au niveau de la santé, l'insuffisance des infrastructures sanitaires, d'équipement et de personnel et l'état de pauvreté ont plus de répercussions négatives sur les femmes et les enfants .

94. Concernant la participation des femmes à la vie publique, elle est faible comme l'attestent les données présentées.

95. Le représentant du CDSR-AC a ensuite indiqué les différents travaux en cours pour évaluer les activités domestiques des femmes. Une fois les problèmes d'ordre méthodologique résolus, les méthodes d'évaluation de ces activités seront généralisées.

96. Toutefois, le présentateur a suggéré une implication des ministères des pays représentés à la dix-huitième réunion du CIE dans la dynamisation du RESEFAC et de ses antennes nationales.

97. Suite à cette présentation, la Secrétaire exécutive du RESEFAC a fait part au comité des difficultés qu'elle rencontre dans le lancement des activités du Réseau. Elle a cité entre autres difficultés, la non disponibilité des ressources financières, l'absence de locaux pour abriter le siège du réseau à Bangui (République Centrafricaine) ; le retard dans la nomination des membres des organes de fonctionnement du réseau, à savoir le Conseil de Coordination et le Secrétariat Exécutif.

98. Le CIE a reconnu le rôle indéniable de la femme dans le processus de développement. Celles-ci doivent s'affirmer davantage. A travers les réseaux, elles peuvent atteindre cet objectif.

99. Le Comité a suggéré de tenir compte des organisations féminines à la base, notamment les groupements de femmes en zone rurale et dont la situation de pauvreté est alarmante. Il a été suggéré que le Centre s'implique dans la réflexion sur la situation des groupements de femmes en zones rurales et élaboré les projets en leur faveur. Il a été également suggéré au RESEFAC de s'appuyer sur les femmes militant dans les syndicats et sur leurs expériences pour faire avancer la cause des femmes.

100. Dans le cadre du renforcement des capacités, le Centre et le RESEFAC ont été encouragés à profiter des opportunités que des institutions de la sous-région, ISTA en l'occurrence, offrent en matière de formation.

### **5.3.4. Rapport sur l'industrie du pétrole en Afrique Centrale (point 6.4. de l'ordre du jour)**

101. Le représentant du CDSR-AC a indiqué que la place très importante qu'occupe l'industrie du pétrole dans l'économie de l'Afrique Centrale contraste avec la modicité des réserves de pétrole (6,25% des réserves africaines et 0,4% des réserves mondiales) , la modicité de la production de pétrole (4% de la production africaine et 0,41% de la production mondiale) , la production insignifiante de gaz naturel, et la faible capacité de raffinage (2% de la capacité africaine) de cette sous-région.

102. Cette importance est due à : une plus grande répartition géographique des ressources et de la production de pétrole, comparé à celles des autres substances minérales et à une très grande contribution de pétrole aux économies des pays producteurs, notamment aux PIB (37% au Congo ; 43% au Gabon ; et 68% en Guinée Equatoriale) et aux recettes totales de ces pays (53% au Congo ; 54% au Gabon ; et 69% en Guinée Equatoriale). A cela s'ajoutent, les enjeux politiques importants autour des hydrocarbures exacerbés ces dernières années avec l'implantation progressive des firmes américaines dans une zone jusque-là dominée par les européens.

103. Cet élargissement de la concurrence (entre pétroliers) aux américains pourrait profiter à l'Afrique Centrale. En effet, celle-ci pourrait saisir cette opportunité pour négocier des nouveaux contrats plus avantageux ou

renégocier les anciens contrats en vue d'obtenir des meilleures conditions de partage des recettes pétrolières.

104. Dans tous les cas, la renégociation pourrait s'imposer d'elle-même, au regard de la restructuration (fusions entre firmes pétrolières dictées par les contraintes financières) de l'industrie pétrolière mondiale actuellement en cours. Cette restructuration va sûrement interpeller l'Afrique Centrale qui devrait s'armer en conséquence, notamment en jouant au niveau de sa législation et réglementation pétrolières.

105. Actuellement celles-ci présentent au niveau des pays certaines disparités, notamment fiscales qui ont amené des acteurs au développement à recommander une harmonisation des dispositifs nationaux.

106. Le représentant du CDSR-AC a conclu en soulignant qu'il est utile d'avoir une plate-forme sous-régionale en matière de législation et de réglementation des hydrocarbures. Toutefois, il y a lieu d'appuyer celle-ci par un échange d'expériences en matière d'accords pétroliers et de leurs avenants. Ceux-ci pourraient faire l'objet d'analyses profondes en vue de mettre en exergue les meilleures pratiques dans la sous-région en la matière, pouvant être utilisées pour renforcer les capacités des négociations des pays de la sous-région.

107. Dans les débats qui suivirent, le CIE a recommandé que les études menées sur l'industrie pétrolière de la sous-région soient communiquées aux

Etats membres, et une harmonisation de législation et réglementation pétrolières nationales.

**5.3.5. Croissance, convergence et intégration dans les pays de la CEEAC : Note préliminaire par le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale (DSR-AC) (point 6.5. de l'ordre du jour).**

108. Croissance, convergence et intégration dans les pays de la CEMAC. Notes préliminaires du Secrétariat du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale (CDSR-AC) Doc. ECA/SRDC-CA/ICE/XVIII/00/PD/07.

109. Un représentant du CDSR-AC a présenté ce point de l'ordre du jour en rappelant que le document sous revue est un ensemble de réflexions préliminaires menées dans le cadre de la préparation d'un modèle de cadrage macro-économique des pays de la CEMAC. Celui-ci doit servir de cadre de normalisation des économies de ces pays en vue d'une évaluation aisée de leur convergence. Il a en outre rappelé que la convergence au sein de la CEMAC consiste à mettre en place une discipline de gestion des fondamentaux de l'économie en vue d'une intégration à moyen terme des économies de la sous-région. Actuellement, les critères de convergences périodiquement examinés par le Comité Ministériel sur la Surveillance Multilatérale visent avant tout l'équilibre des comptes considérés comme le garant à moyen terme de la bonne santé de la monnaie.

110. A long terme, le développement des pays de la CEMAC devra donc s'inscrire dans un cadre normatif respectant une discipline de gestion de la macro-économique, basée sur un certain nombre de critères dits d'intégration qui sont notamment :

- le plafonnement de l'inflation et des taux d'intérêts ;
- la maintenance de la parité monétaire sans dévaluation pendant une période convenue ;
- un ratio limite de la dette publique par rapport au PIB ;
- un taux de déficit plafonné.

111. Le représentant du CDSR-AC a ensuite souligné qu'une bonne politique de convergence s'évalue par la capacité des Etats en coopération à éradiquer de façon coordonnée les déséquilibres économiques individuels et collectifs. Selon que l'on se situe au niveau d'un Etat pris individuellement ou au niveau d'un groupe de pays, la convergence peut conduire à des appréciations différentes et à des recommandations distinctes en matière de politique économique. Il peut y avoir des obstacles à savoir :

- les désaccords entre responsables politiques nationaux sur le plan de la monnaie et du budget ;
- la tentative d'un pays leader de vouloir imposer sa politique aux autres ;

- les incertitudes au sujet des politiques à mener ;
- l'élévation des coûts en fonction du nombre de participants ;
- la réduction de la marge de manœuvre des autorités nationales dans la formulation des politiques économiques ;
- la disparité des efforts à fournir dans un contexte de convergence.

112. Dans le cas des pays de la CEMAC, la politique de convergence met plutôt en avant le critère d'équité et de bonne gestion des fondamentaux de l'économie, comme préalable à toute politique d'intégration sous-régionale. Pour atteindre cet objectif, les pays de la sous-région se sont déjà entendus sur une série de critères qui doivent préalablement être remplis dont, les quatre principaux sont :

- présenter un taux de couverture extérieure de la monnaie au moins égal à 20%.
- dégager un solde budgétaire primaire positif ;
- ne pas accumuler d'arriérés tant internes qu'externes ;
- ne pas augmenter la masse salariale de la fonction publique à un rythme plus rapide que celui des recettes budgétaires.

113. Pour soutenir ces critères, une ligne politique cohérente et harmonisée est exigée au niveau de toutes les parties prenantes. Parmi les choix politiques possibles et les mesures subséquentes, on peut distinguer notamment :

- Le contrôle adéquat du budget. Il n'est pas nécessaire de l'équilibrer, mais d'en fixer les marges.
- Le contrôle de la pression inflationniste.
- L'uniformisation des taux de protection nominaux entre les produits finals de manière à éviter des biais entre protections effectives de ces biens ;
- L'assainissement du système fiscal-douanier, tendant à rendre le système administratif (des taxes) neutre et sans distorsions.

114. Le cadre conceptuel présenté met en jeu toute une série de mécanismes impliquant des changements systémiques, ou de changements dans la structure économique dont notamment la gestion de la monnaie commune. Les changements de politique économique interpellent les décideurs qui devront constamment tenir compte des contraintes résultant de nouvelles disciplines et responsabilités en matière de politiques budgétaires. Les changements de comportements de la part des agents économiques concernent les entreprises, les syndicats, les particuliers et les marchés financiers.

115. Les effets économiques finals sont décrits dans la perspective de trois objectifs classiques de la politique d'intégration économique : L'efficience économique en matière d'allocation des ressources et de croissance économique, la stabilité macro-économique sur le plan de l'inflation, de la



production et de l'emploi, et l'équité en ce qui concerne la répartition des avantages et des coûts entre pays et région.

116. Ces objectifs ne seront atteints que si les Etats signataires du Traité portant création de la CEMAC mettent l'accent sur la nécessité de mettre en commun leurs ressources pour consolider leurs liens économiques afin de constituer un espace économique plus vaste et plus propice à une politique dynamique de développement sous-régional.

117. Le développement harmonieux de la sous-région passera entre autres par l'adoption de dispositions tenant compte des intérêts de tous et de chacun. Un système de compensation en faveur des pays qui, par le fait de l'acceptation de la convergence, perdent les acquis devra être étudié et proposé aux Etats membres.

118. Le Comité a pris note de la présentation. Il a recommandé que le modèle de cadrage macro-économique en cours d'élaboration soit rapidement finalisé en collaboration avec les structures nationales pour être présenté aux organes de la CEMAC et de la CEEAC.

#### **5.3.6. Présentation du modèle d'équilibre général RCANI (point 6.5. de l'ordre du jour)**

118. Une démonstration des applications du Modèle d'Equilibre Général Calculable à la République Centrafricaine, dénommé RCANI, a été effectuée. Ce modèle avait déjà fait l'objet d'un séminaire à Bangui, République Centrafricaine en décembre 1999. A l'issue dudit séminaire, le modèle avait été reconnu comme pertinent et remis à un comité multidisciplinaire pour exploitation et approfondissement.

119. Des échanges de vue ayant suivi la présentation, on retient les observations suivantes :

- L'extension du modèle au niveau des pays qui n'en sont pas encore pourvus est nécessaire. Il faudra toutefois résoudre le problème de manque de données : tous les pays ne disposent pas d'une base statistique fiable et des comptes nationaux à jour. Il faudra également désagréger et normaliser des comptes au niveau sous-régional, travail auquel s'attelle actuellement AFRISTAT.

120. A l'issue des discussions qui ont suivi cette présentation, il a été recommandé :

- que le modèle CAMERUNI, puisse être présenté à un comité multidisciplinaire camerounais, à l'issue d'un séminaire qui sera organisé à ce propos, pour une analyse critique et appropriation possible par le Cameroun ;

- que soit mise à la disposition des Etats et des Institutions qui le désirent, la base de données sous-régionale;
- que soient mis au point des modèles macro-économiques compatibles avec ceux utilisés par la Banque Mondiale (RMSM-X) pour faciliter les négociations entre les pays et les institutions financières internationales en général et avec la Banque en particulier ;
- que le programme de restitution des modèles proposés aux pays concernés tiennent compte de la fuite des cerveaux et du niveau des cadres locaux ;
- que soient renforcées les capacités d'analyse des cadres locaux à travers des séminaires périodiques de remise à niveau.

## **VI. Divers (point 7 de l'ordre du jour)**

121. Le Directeur par intérim du Centre de Mise en Valeur des Ressources Minérales de l'Afrique Centrale (CAMRDC) a informé le CIE de la situation de son institution. Celle-ci, créée en 1981 sous les auspices de la CEA et dont le siège est à Brazzaville (République du Congo) est paralysée depuis juillet 1998, date de la dernière réunion de son Conseil d'Administration. Entre-temps,

les arriérés de contributions de budget de l'institution se sont accumulés (environ 5,7 milliards de FCFA) et les fonctionnaires accusent aujourd'hui 87 mois de retard de salaires. Par ailleurs, les installations du CAMRDC ont souffert des effets des conflits socio-politiques qui ont affecté le Congo en 1993, 1996, et 1997.

122. Face à cette situation, le Directeur par intérim du CAMRDC lance un appel aux Etats membres du CIE et à certaines organisations internationales notamment la CEA, la CEEAC et la CEMAC pour qu'elles l'assistent dans ses efforts visant à redresser la situation de son institution, un exercice qui passe inévitablement par la convocation d'une réunion du Conseil d'Administration, dont la présidence depuis 1988 est assurée par le Gabon.

123. Les institutions interpellées ont souligné la nécessité d'assister le CAMRDC. La CEEAC par exemple a rappelé que le CAMRDC est une institution spécialisée de la Communauté et qu'il pouvait bénéficier de l'étude sur le mécanisme de financement autonome de la CEEAC actuellement en cours. La CEMAC quant à elle, a insisté sur la sensibilisation de tous les Etats membres du CAMRDC sur la nécessité de convoquer une réunion du Conseil d'Administration. A la fin des débats, il a été décidé qu'une recommandation soit faite dans ce sens.

124. Le représentant de CILONG, le Collectif des ONG tchadiens a indiqué que, dans le cadre de l'intégration régionale, le CILONG organisera, en octobre

2000, un forum sur la Paix, le Développement et la Démocratie au Tchad auquel seront conviés les collectifs des ONG de tous les pays de la sous-région. Dans ce cadre, il a sollicité l'assistance des Etats membres et des organisations internationales pour aider CILONG à identifier ces collectifs. Par ailleurs, il a porté à la connaissance du CIE qu'il avait besoin des personnes ressources en matière de résolution de conflits et d'appui à la démocratie.

125. Le CDSR-AC a demandé à CILONG de se rapprocher du CDSR-AC et de la Division de la gestion du développement de la CEA pour l'identification des collectifs des ONG de la sous-région. Par ailleurs, il a suggéré à CILONG de se rapprocher de l'OUA qui dispose d'une structure chargée des questions de Paix et gestion des conflits.

126. Enfin, plusieurs participants ont rappelé la nécessité d'assurer la continuité quant au suivi des réunions du CIE et ont suggéré que des points focaux soient nommés au niveau des pays.

## **VII. Date et lieu de la prochaine réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (point 8 de l'ordre du jour)**

127. Le Comité, après avoir rappelé le principe de rotation quant à l'accueil par les Etats membres du CIE, a donné mandat au CDSR-AC de se rapprocher du Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe en vue d'organiser la Dix-neuvième réunion du CIE à Sao Tomé.

128. Au cas où les autorités saotoméennes ne seraient pas en mesure d'abriter cette réunion, le CDSR-AC devrait entreprendre les démarches similaires en direction de la République Centrafricaine.

**VIII. Examen et adoption du rapport de la dix-huitième réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts du Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique Centrale (Point 9 de l'ordre du jour)**

129. Le Comité a adopté, sous réserve d'amendements qui seront portés à l'attention du CDSR-AC, le projet de rapport de la dix-huitième réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale. Il a par ailleurs adopté cinq recommandations qui sont annexées à ce rapport.

**IX. Clôture de la dix-huitième réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale (Point 10 de l'ordre du jour)**

130. Prenant en premier la parole au cours de cette session, le représentant de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), a, au nom de tous les participants, adressé une motion de félicitation au

Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale, pour le travail accompli en 1999 et au cours de la réunion.

131. A son tour, le Directeur par intérim du CDSR-AC a félicité le CIE pour le travail accompli et l'a exhorté à mettre à exécution les recommandations adoptées.

132. Enfin, le Représentant du Ministère de la Promotion économique et du Développement du Tchad, a félicité le CIE pour le travail accompli ainsi que pour la sérénité et le sérieux des débats. Il a ensuite souligné le rôle important du CIE en tant que réseau d'experts de la sous-région et demandé à ses membres présents à la réunion de faire de leur mieux pour que soit en désignés au niveau national le plus tôt possible, les points focaux, tel que recommandé par la dix huitième réunion du Comité. Après avoir souhaité un bon voyage retour aux participants, il déclaré clos les travaux de la dix-huitième réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale.

# **Recommandations de la dix-huitième réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts du Centre de Développement Sous- Régional Pour l'Afrique Centrale**

## **Préambule**

Considérant que les objectifs des réunions du Comité Intergouvernemental d'Experts du Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique Centrale (CDSR-AC) visent à créer une interface entre le Centre et les Etats membres en vue d'accroître l'effectivité de l'Institution, à travers une revue périodique des activités de l'Institution et des recommandations quant à la formulation de ses programmes,

Ayant examiné les progrès réalisés par le CDSR-AC dans la mise en œuvre de son programme de 1999,

Ayant noté les insuffisances en matière d'analyse économique et de négociation des pays de la sous-région, ainsi que la mobilité accrue des cadres compétents,

Conscient de la contribution que peuvent apporter les Organisations Non Gouvernementales (ONG) dans les domaines de développement des infrastructures, de support de l'innovation, de l'assistance technique et de développement des capacités, de l'intermédiation entre le Gouvernement et les Populations,

Conscient du rôle que peuvent jouer les nouvelles technologies de l'information et de la Communication ( NTIC) dans le processus de l'intégration régionale,

Notant l'importance que le partenariat entre la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) et l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA) pour la promotion en Afrique centrale des investissements privés et le rôle que ces deux organisations peuvent jouer dans le processus de la coopération sous-régionale et de l'intégration régionale en Afrique centrale,

Conscient que (a)les femmes constituent 51% de la population mondiale et que le développement des pays dans tous les domaines socio-économiques ne peut être effectif que si celles-ci jouissent d'une meilleure situation sociale, économique et politique et participent activement dans la gestion des affaires publiques ; (b) l'intégration sous-régionale et la mise en œuvre des plate- formes d'action de Dakar et de Beijing risquent de rester statiques si l'approche genre n'est pas prise en compte dans les programmes des communautés sous-régionales ;



Notant que(a) pour de meilleurs suivis et évaluations des programmes et plans d'action, les pays de la sous-région Afrique centrale ont mis en place le Réseau des Femmes d'Afrique Centrale (RESEFAC) et (b) suite aux difficultés qu'il rencontre, le RESEFAC ne peut être fonctionnel,

Notant certaines disparités au niveau des dispositions législatives et réglementaires notamment fiscales régissant l'industrie pétrolière et prenant en compte la volonté des pays de la CEMAC d'établir dans le domaine des ressources minérales en général et des hydrocarbures en particulier, une législation et une réglementation analogues à celles adoptées dans les autres secteurs économiques des pays,

Considérant le manque d'enthousiasme manifeste des Etats membres du Centre de Mise en Valeur des Ressources Minérales de l'Afrique Centrale (CAMRDC) pour la mise en application des résolutions et recommandations du Conseil d'Administration (CA) de cette Institution librement adoptée par eux, notamment celles de la dernière réunion du CA tenue à Libreville (Gabon) les 7 et 8 juillet 1988,

Conscient de la nécessité de renforcer le rôle du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) en tant qu'organe législatif et directeur du programme des activités du Centre de Développement Sous-Régional Pour l'Afrique Centrale dans l'intérêt de la promotion de la coopération sous-régionale et de l'intégration régionale, et pour une continuité et un plus grand suivi de la mise en œuvre des décisions et recommandations prises lors des réunions du CIE

Le Comité Intergouvernemental d'Experts du Centre de Développement Sous-Régional Pour l'Afrique Centrale réuni en session ordinaire (18ème session) à Ndjamena, Tchad a formulé les recommandations ci-après, et exprimé le sincère souhait de voir les Etats membres et les institutions sous-régionales concernées, mettre en œuvre.

## **Recommandations**

### **I. Renforcement du rôle du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) du Centre de Développement Sous-Régional Pour l'Afrique Centrale( CDSR-AC)**

Le Comité recommande :

- (a) La désignation d'un point focal au sein du Ministère chargé du Plan ou de toute autre structure nationale ayant les attributions du Ministère du Plan pour assurer le suivi des

recommandations prises par le CIE et la diffusion des travaux réalisés par le CDSR-AC.

- (b) Autant que faire se peut, que les réunions du CIE se tiennent consécutivement à la réunion d'une Communauté Economique Régionale (CER) ou d'une Organisation Internationale (OIG), dont l'ordre du jour comporte des points rencontrant les préoccupations du CIE, ceci pour des raisons d'économie des ressources et de temps et d'harmonisation.
- (c) Que l'expert qui a représenté son pays à la dix-huitième réunion du CIE soit retenu comme point focal du CDSR-AC, étant entendu que ce point focal représente le Ministère du Plan ou tout autre structure nationale ayant dans ses attributions celles de Ministère du Plan.
- (d) Que le CDSR-AC (i) intègre les points focaux dans les réseaux des experts nationaux ;(ii) communique aux points focaux toute information sur les activités du CDSR-AC ;(iii) associe les points focaux à toute activité de collecte de données dans le cadre de la préparation du Rapport sur les conditions socio-économiques en Afrique centrale ;(iv) associe les points focaux à la préparation de toute réunion du CIE à organiser ;(v) obtienne des OIG un calendrier de leurs réunions ;(vi) communique au moins un mois à l'avance aux Etats membres, aux CER et aux OIG, avec copie aux points focaux, les documents de base de la réunion à tenir et les invitations à cette réunion.
- (e) Que les points focaux (i) fassent examiner avant toute réunion des CIE, les documents de la réunion par les départements ministériels concernés par les questions traités dans lesdits documents et qu'ils décident en conséquence du nombre des participants nationaux à la réunion du CIE. ;(ii) assurent la diffusion des travaux du CDSR-AC. Dans ce cadre, un certain nombre d'exemplaires des rapports d'analyse ou de réunions sera donné en priorité aux experts nationaux du CIE ;(iii) prévoient les réunions du CIE dans leur calendrier de travail et assurent de leur prise en charge par leurs pays respectifs ; (iv) organisent les campagnes de lancement des publications du CDSR-AC en collaboration avec le Coordonnateur du Système des Nations Unies ; (v) participent aux journées ou semaines des Nations Unies , organisées en octobre chaque année.

## **II. Renforcement des capacités d'analyse économique**

Le Comité recommande que :

- (a) Le modèle de cadrage macro-économique qui porte sur la convergence, actuellement en cours d'élaboration au sein du CDSR-AC, soit finalisé en étroite collaboration avec la CEMAC et la CEEAC, avant sa présentation aux Etats membres et aux organes de la CEMAC;
- (b) Le CDSR-AC poursuive les travaux de modélisation dans les autres pays qui n'en ont pas encore bénéficié (Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Sao-Tomé et Principe et Tchad) ;
- (c) Le modèle Cameruni déjà disponible soit être présenté à un Comité multidisciplinaire camerounais de ce pays, pour validation et implantation ;
- (d) Le CDSR-AC organise périodiquement des ateliers de formation et de mise à niveau en matière d'analyse économique, en vue de pérenniser les acquis ;
- (e) Les Instituts nationaux de statistiques soient étroitement associés à la collecte des données et informations et à l'implantation et exploitation du modèle de cadrage macro-économique.

### **III. Impact des activités des Organisations Non Gouvernementales sur le développement des pays de l'Afrique centrale**

Le Comité recommande que :

- (a) Le CDSR-AC prépare et présente au Comité à la prochaine réunion, une étude sur l'impact des activités des ONG sur le développement des pays de l'Afrique centrale en collaboration avec la structure nationale chargée des ONG ;
- (b) Le CDSR-AC mette en place un plan d'action pour le renforcement des capacités des ONG en Afrique centrale
- (c) Le CDSR-AC apporte un appui à l'émergence et /ou la consolidation des collectifs ou réseaux des ONG, en vue de favoriser l'échange d'informations ;
- (d) Les ONG de l'Afrique Centrale, selon une démarche itérative, s'impliquent véritablement dans les politiques de développement de la sous-région ;

### **IV. Organisation d'une conférence sous-régionale sur les nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) et mise en place d'un système pilote d'information (SPI)**

Le Comité recommande que :

- (a) Le CDSR-AC organise une conférence sur les NTIC et sur la mise en place d'un système pilote d'information (SPI) ;
- (b) Les pays de la sous-région se dotent des écoles et universités en NTIC, en particulier l'Internet, afin de permettre à la sous-région de profiter de la nouvelle révolution ;
- (c) Le CDSR-AC mette à la disposition des Etats et des Institutions sous-régionales, les bases de données et les banques d'instruments d'analyse existant au sein de l'Institution.

**V. Partenariat CEA.MIGA au profit de l'intégration économique en Afrique centrale**

Le Comité recommande que :

Le CDSR-AC , dans le cadre de la mise en œuvre du programme opérationnel du partenariat CEA /MIGA, prenne en compte les besoins de coopération exprimés par les institutions sous-régionales qui apportent les appuis techniques et financiers aux projets d'investissements en Afrique centrale , notamment la CEEAC, la CEMAC, la BDEAC et la CBLT. Ces besoins doivent être formalisés par des accords de coopération avec le CDSR-AC pour des activités précises à identifier ou à développer.

**VI. Renforcement de l'approche Genre dans le programme d'activité du Centre de Développement Sous-Régional Pour l'Afrique Centrale**

Le Comité recommande que :

- (a) Les Etats, les Communautés Economiques Régionales (CER) et autres institutions concernées de l'Afrique centrale reconnaissent la nécessité d'intégrer l'approche Genre dans leurs préoccupations et que les questions de Genre fassent l'objet de la création d'une cellule spéciale au sein des CER, plus spécialement au sein du Secrétariat exécutif de la CEMAC.
- (b) La possibilité d'installation du RESEFAC au sein du Palais de la CEMAC soit examinée favorablement par les instances dirigeantes de cette communauté.
- (c) Les Etats membres et les Agences des Nations Unies assistent le RESEFAC à mobiliser les ressources nécessaires au fonctionnement du Réseau et à la mise en oeuvre de ses programmes

- (d) La Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) à travers son Centre Africain pour la Femme et le Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique Centrale (CDSR-AC) renforce son appui technique au RESEFAC
- (e) Les Etats membres du RESEFAC qui ne l'ont pas encore fait, notamment Cameroun, Gabon, Guinée Equatoriale, Sao-Tomé et Principe et Tchad, mettent en place leurs antennes nationales du RESEFAC
- (f) Le Centre entreprenne une étude sous-régionale sur l'impact des groupements féminins ruraux et urbains sur le développement national.
- (g) Les Etats membres appuient les Ministères chargés de la promotion féminine dans la mise en œuvre des Plate-Formes de Dakar et Beijing

**VII. Harmonisation des législations et réglementations pétrolières nationales en Afrique centrale**

Le Comité recommande l'harmonisation des législations et réglementations pétrolières nationales en Afrique centrale

**VIII. Relance du Centre de Mise en Valeur des Ressources Minérales de l'Afrique Centrale(CAMRDC)**

Le Comité recommande que la CEEAC et la CEA prennent contact avec les Chefs d'Etat du Gabon, du Congo et du Tchad en vue d'être fixé sur le sort du Centre.



**ECA/CA-SRDC  
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA/  
SUB-REGIONAL DEVELOPMENT CENTRE FOR CENTRAL AFRICA**

**CEA/CDSR-AC  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE/  
CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL POUR L'AFRIQUE CENTRALE**

Dix-Huitième Réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts  
Njaména (Tchad)  
10-12 avril 2000

## **LISTE DES PARTICIPANTS**

### **CAMEROUN**

M. Boulleys Bello Robert  
Sous-Directeur  
Ministère des investissements publics et de l'aménagement du territoire  
Yaoundé  
Tél. : (237) 23 59 47 / Fax : 22 64 13/22 15 09

M. Tindjou Nantchouang Robert B.  
Ministère des investissements publics et de l'aménagement du territoire  
Division de la planification et du développement  
Yaoundé

M. Yawat Moïse  
Ingénieur des télécommunications  
Ministère des postes et télécommunications  
Yaoundé  
Tel. : (237) 23 56 97 / Fax : 23 15 10

### **CONGO**

M. Kibiadi Joseph  
Directeur de la Coopération décentralisée  
Ministère de l'aménagement du territoire et du développement régional  
256 Rue Mère-Marie  
Brazzaville

### **REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

M. Kpata Jean-Pierre  
Expert national  
Ministère du plan  
B.P. 696  
Bangui  
Tél. : (236) 61 38 05 / Fax: 61 73 87

M. Serboua André  
Chargé de Mission  
Ministère de l'économie et des finances  
B.P. 912  
Bangui  
Tél: (236) 61 48 04 / Fax: 61 63 89

M. Belleka Jean-Claude  
Administrateur des affaires sociales  
Ministère des affaires sociales  
B.P. 917  
Bangui  
Tél/Fax: (236) 61 02 44

M. Gouandjika Fidèle  
Ingénieur des télécommunications  
B.P. 1190  
Bangui  
Tél : (236) 64 04 30 / Fax : 61 35 61 ; E-mail : [fidelgo@intnet.cf](mailto:fidelgo@intnet.cf)

## **TCHAD**

M. Ahmat Mahamat Bâchir  
Directeur Général Adjoint  
Ministère de la promotion économique et du développement  
Njaména

M. Harba Kamis  
Directeur de la planification du développement  
Njaména  
Tél : (235) 51 82 67

M. Kouladje Mbainarem  
Directeur de l'aménagement du territoire  
Ministère de la promotion économique et du développement  
B.P. 286  
Njaména  
Tél : (235) 51 90 76

M. Mahamat Moustapha Tidjani  
Directeur national des projets PAM  
Ministère de la promotion économique et du développement  
B.P. 286  
Njaména  
Tél : (235) 52 33 54

## OBSERVATEURS

M. Ndomnabaye Béringar Maïna  
Chef du Service Evaluation et Suivi des Projets  
Banque de développement des Etats d'Afrique Centrale (BDEAC)  
B.P. 1177, Brazzaville (Congo)  
Tél. : (242) 81 18 85/Fax : 81 18 80; E-mail : [equateur.evasion@camnet.cm](mailto:equateur.evasion@camnet.cm)

M. Abdoul Oumar  
Directeur Général a.i.  
Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale  
(CAMRDC)  
B.P. 816, Ndjaména (Tchad) – Tél : (235) 52 21 88 / Fax : 52 25 65  
B.P. 579, Brazzaville (Congo)

M. Diguera Baba  
Chef de l'Unité de ressources naturelles  
Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT)  
B.P. 727, Ndjaména (Tchad)  
Tél: (235) 52 41 45 / Fax: 52 41 37/ E-mail: [lcbbc@internet.td](mailto:lcbbc@internet.td)

M. Bonfim Carlos Alberto  
Directeur a.i. du Commerce et des douanes  
Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC)  
B.P. 2112, Libreville (Gabon)  
Tél : (241) 24 98 16

M. Bounandele Koumba  
Conseiller pour les affaires internationales  
Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)  
B.P. 969, Bangui (République centrafricaine)  
Tél : (236) 61 18 85/Fax : 61 21 35

M. Ndongo Hervé Pascal  
Directeur  
Institut Sous-Régional Multisectoriel de Technologie Appliquée de  
Planification et d'Evaluation de Projets (ISTA)  
B.P. 3910, Libreville (Gabon)  
Tél : (241) 74 42 46

Madame Dambendzet Marie-Louise  
Secrétaire exécutif  
Réseau des femmes d'Afrique centrale (RESEFAC)  
260, Rue Voula Plateau 15 ans  
Brazzaville (Congo)  
Tél : (241) 81 41 49 / Tél/Fax : 81 41 55



## **SECRETARIAT**

### **Commission économique pour l'Afrique (CEA)**

M. Addo Iro  
Directeur p.i.  
Centre de développement sous-régional d'Afrique centrale (CDSR-AC)  
B.P. 836, Yaoundé (Cameroun)  
Tél : (237) 23 14 61 / Fax : 23 31 85 / E-mail : [casrdc@un.cm](mailto:casrdc@un.cm)

M. Yama-Nkouna Albert  
Economiste  
Centre de développement sous-régional d'Afrique centrale (CDSR-AC)  
B.P. 836, Yaoundé (Cameroun)  
Tél : (237) 23 14 61 / Fax : 23 31 85 / E-mail : [casrdc@un.cm](mailto:casrdc@un.cm)

Mme Bakyono Anne-Marie  
Economiste  
Centre de développement sous-régional d'Afrique centrale (CDSR-AC)  
B.P. 836, Yaoundé (Cameroun)  
Tél : (237) 23 14 61 / Fax : 23 31 85 / E-mail : [casrdc@un.cm](mailto:casrdc@un.cm)

M. Nahimana Gabriel  
Economiste  
Centre de développement sous-régional d'Afrique centrale (CDSR-AC)  
B.P. 836, Yaoundé (Cameroun)  
Tél : (237) 23 14 61 / Fax : 23 31 85 / E-mail : [casrdc@un.cm](mailto:casrdc@un.cm)

M. Kamara N. David  
Economiste  
Centre de développement sous-régional d'Afrique centrale (CDSR-AC)  
B.P. 836, Yaoundé (Cameroun)  
Tél : (237) 23 14 61 / Fax : 23 31 85 / E-mail : [casrdc@un.cm](mailto:casrdc@un.cm)

M. Maliko Sylvain  
Economiste  
Centre de développement sous-régional d'Afrique centrale (CDSR-AC)  
B.P. 836, Yaoundé (Cameroun)  
Tél : (237) 23 14 61 / Fax : 23 31 85 / E-mail : [casrdc@un.cm](mailto:casrdc@un.cm)

M. Diarra Demba  
Administrateur régional  
Commission économique pour l'Afrique (CEA)  
B.P. 3001, Addis-Abeba (Ethiopie)  
Tél : (251-1) 51 72 00 / Fax : 51 58 98

M. Ela Ela Amos  
Assistant de Recherche  
Centre de développement sous-régional d'Afrique centrale (CDSR-AC)  
B.P. 836, Yaoundé (Cameroun)  
Tél : (237) 23 14 61 / Fax : 23 31 85 / E-mail : [casrdc@un.cm](mailto:casrdc@un.cm)